

Jonathan Cook: « L'accord d'assistance des USA donne le feu vert à Israël pour effacer la Palestine »

Description

Par Jonathan Cook, 20 septembre 2016 (paru dans le *National Abu Dhabi*)

L'annonce par les États-Unis, la semaine dernière, du plus gros programme d'aide militaire à Israël, de l'histoire, a été celle du gagnant-gagnant.

Le premier ministre Benjamin Netanyahu a pu se vanter que son lobbying avait fait monter l'aide de 3,1 milliards à 3,8 milliards de dollars (de 2,78 à 3,40 milliards d'euros), soit une hausse de 22%, pour une décennie à partir de 2019.

Netanyahu a présenté cet accord comme la réfutation des accusations que certains portent contre lui en disant qu'il compromet la sécurité d'Israël par les affronts répétés de son gouvernement envers la Maison Blanche.

Rien qu'au cours des dernières semaines, le ministre de la Défense, Avigdor Lieberman, a comparé l'accord nucléaire de cette année entre Washington et l'Iran au Pacte de Munich de 1938 qui a conforté la position de Hitler ; et Netanyahu a laissé entendre que l'opposition américaine à l'extension des colonies équivalait à soutenir le « nettoyage ethnique » des Juifs.

Le président américain Barak Obama espère, de son côté, faire taire les critiques qui insinuent qu'il est anti-Israël. L'accord devrait faire office de coup de fouet à la campagne de Hillary Clinton, la candidate du Parti Démocrate pour la succession d'Obama aux élections de novembre.

En réalité, cependant, l'administration Obama a discrètement puni Netanyahu pour s'être mal conduit. L'espoir israélien d'un contrat de 4,5 milliards par an (4 milliards d'euros) a été réduit après que Netanyahu ait bloqué les négociations l'an dernier parce qu'il voulait assurer le soutien du Congrès dans sa bataille contre l'accord avec l'Iran.

En fait, Israël reçoit déjà en gros 3,8 milliards de dollars (3,40 milliards d'euros) si l'on inclut l'aide du Congrès au développement du programme de missiles de défense. À noter, Israël a été forcé de promettre de ne pas solliciter plus de fonds du Congrès.

L'acceptation de ces conditions par Netanyahu a mis en fureur les pro-Israéliens du Congrès tel le sénateur républicain Lindsey Graham, qui avait combattu le point de vue de Netanyahu pour gagner une aide encore plus importante de la part des contribuables américains. Vendredi, il a accusé le premier ministre israélien de « nous avoir coupé l'herbe sous le pied ».

Comme l'a fait remarquer Ehud Barak, l'ex-ministre de la Défense de Netanyahu, dans une série d'interviews télévisées en Israël, l'accord ne prend en compte ni l'inflation ni la dépréciation du dollar par rapport au shekel.

Un coup plus rude vient toutefois de la Maison Blanche qui demande de supprimer une exemption qui a permis à Israël de déduire près de 40% de l'aide des achats locaux d'armes et de carburant. Israël devra prochainement acheter tous ses armements aux USA, mettant fin à ce qui revenait à subventionner sa propre industrie d'armement.

Netanyahu a préféré signer l'accord maintenant plutôt que d'attendre l'installation du prochain président, même si on attend de Clinton et de son rival républicain, Donald Trump, encore plus de proximité avec Israël. Il semble que Netanyahu craigne que le climat politique américain ne soit plus incertain après les élections et qu'il puisse conduire à l'allongement des délais de l'accord ; le même semble aussi appréhender les conséquences possibles de l'opposition que Trump manifeste de façon générale quant à l'aide extérieure.

La croissance militaire renouvelée de Washington face à des insultes presque continues, apporte inévitablement de l'eau au moulin de ceux qui proclament qu'Israël fait la loi aux USA. Même le New York Times a dit que l'accord d'assistance était « trop gros ».

Depuis la guerre de 1973, Israël a reçu au moins 100 milliards de dollars (89,36 milliards d'euros) d'aide militaire, et plus d'assistance dissimulée. Dans les années 1970, Washington a financé la moitié du budget militaire d'Israël. Aujourd'hui, il paie toujours un cinquième du total, en dépit de la récession économique d'Israël.

Mais les États Unis attendent un retour sur leur investissement massif. Comme l'a observé une fois le défunt général et homme politique Ariel Sharon, Israël a été un « porte-avion » au Moyen Orient, servant à l'intimidation au niveau régional et menant des opérations au bénéfice de Washington.

Presque personne n'implique les USA dans les attaques israéliennes qui ont annulé les programmes nucléaires d'Irak et de Syrie. De toutes façons, un Irak ou une Syrie dotés de l'arme nucléaire auraient plus tard dissuadé des tentatives appuyées par les USA de renversement des régimes et auraient contrecarré l'avantage stratégique que tire Israël de son arsenal nucléaire important.

De plus, les prouesses militaires de l'armée israélienne sponsorisée par les États Unis sont une triple aubaine pour l'industrie d'armement américaine, le lobby le plus puissant du pays. Les fonds publics sont siphonnés pour qu'Israël se paie des friandises auprès des marchands d'armes américains. Ce qui, en retour, sert de vitrine pour d'autres clients et stimule un jeu de chat-perché sans fin et lucratif dans le reste du Moyen Orient.

Les premiers jets de combat F-35 arrivés en Israël en décembre dont les composants ont été produits dans 46 États américains vont faire monter la clameur pour l'avion de chasse de pointe.

Israël est aussi un « laboratoire de premier plan », ainsi que l'a admis l'ancien négociateur de l'armée israélienne Eival Gilady ce weekend, qui développe et teste sur le terrain la

nouvelle technologie que Washington peut ensuite utiliser pour son propre compte.

Les États Unis envisagent de racheter le système d'interception de missiles, Iron Dome qui neutralise les menaces de riposte sur champ de bataille et qu'ils ont largement payé. Israël agit aussi de façon rapprochée avec les USA dans le développement de la cyber-guerre, par exemple avec le ver informatique Stuxnet qui a endommagé le programme nucléaire civil de l'Iran.

Mais le message le plus clair du nouveau contrat d'aide à Israël est émis par les Palestiniens : Washington ne voit pas d'intérêt stratégique urgent à mettre fin à l'occupation. Washington a tenu tête à Netanyahu sur « l'Iran deal » mais ne prendra pas le risque d'une crise douloureuse avec Israël et ses soutiens au Congrès, sur l'état palestinien.

Certains croient qu'Obama a signé l'accord d'assistance pour gagner la crédibilité nécessaire à maîtriser son lobby israélien et sortir un lapin du chapeau : une initiative dévolue peu avant la fin de son mandat qui puisse acculer Netanyahu à faire la paix.

Une réunion attendue mercredi à l'ONU à New York a fait naître des espoirs. Mais les premières discussions depuis 10 mois ne sont prévues que pour démontrer la nécessité de l'unité pour confondre les critiques adressées à l'accord d'assistance.

Si Obama voulait vraiment faire pression sur Netanyahu, il se serait servi de l'accord d'assistance comme d'un levier. D'ordinaire Netanyahu n'a pas à craindre de représailles financières des États Unis, alors même qu'il intensifie effectivement l'annexion de la Cisjordanie.

Netanyahu a tiré la bonne leçon de l'accord d'assistance : il peut agir contre les Palestiniens en toute impunité et avec une masse de matériel militaire américain.

Traduction: SF pour l'Agence Media Palestine

Source: [Mondoweiss](#)

date créée
2016/09/23